

sion est restée attachée au nom de Marquez : elle a plané sur le parti conservateur et sur Miramon lui-même, que Marquez signalait comme en étant l'auteur.

Cependant la responsabilité en retombe toute entière sur le général en chef M. L. Marquez.

Voici les faits :

Vers sept heures du soir un ancien chef de l'armée régulière, M. Marcial Lazcano, qui avait quitté le camp conservateur pour le camp libéral ; plusieurs jeunes médecins, dont quelques-uns venaient à peine de recevoir leur titre de docteur, quelques étudiants en médecine parmi lesquels se trouvait M. Juan Díaz Cobarrubias, jeune poète qui donnait les plus grandes espérances, Mateos et d'autres encore furent passés par les armes.

Ces jeunes gens avaient été faits prisonniers dans les ambulances, où ils prodiguaient leurs soins aux blessés, et l'un d'eux venait de faire l'amputation d'une jambe au lieutenant-colonel conservateur Juan Herran.

Mais ce n'était pas tout.

Un avocat, M. Agustin Jauregui, qui demeurait au milieu des siens dans le petit village de Mixcoac, fut arraché à sa famille, et fusillé en même temps que les prisonniers de la journée. Il n'avait commis d'autre délit que de professer des idées libérales.

Marquez avait ordonné ces terribles exécutions au colonel Daza Argüelles, et, cet officier, ne se contentant pas de remplir sa mission de bourreau, se mit à la recherche de nouvelles victimes et fit arrêter le licencié Ignacio Jauregui, le colonel Feliciano Chavarria, le colonel Dionisio Bello et quatre autres personnes qui furent sauvées grâce au colonel Mariano Miramon. En apprenant les exécutions du soir et les arrestations qui venaient d'avoir lieu, il quitta le camp de Tacubaya et donna au général Miramon la nouvelle des faits sanglants qui venaient de se produire et des arrestations qui promettaient de nouveaux méfaits.

Miramón, surpris, donna immédiatement des ordres pour suspendre toute exécution.

Le lendemain Marquez se rendit au domicile privé de Miramon ; il insiste auprès de celui-ci pour mettre à couvert sa responsabilité et lui arrache l'autorisation de faire passer par les armes les chefs et officiers faits prisonniers.

Cet ordre, écrit sur papier à lettre au chiffre de M<sup>me</sup> Miramon, est ainsi conçu : " Dans l'après-midi de ce jour et sous la plus stricte responsabilité de V. E. (*la mas estrecha responsabilidad de V. E.*) vous donnerez l'ordre de faire passer par les armes tous les prisonniers appartenant à l'armée en qualité de chefs et officiers (*de las Clases de gefes y oficiales*) et vous me ferez part du nombre de ceux qui ont encouru cette peine. Dieu et loi. Mexico, 11 avril 1859. ' „

Par la suite Marquez se servit habilement de ce document pour essayer de rejeter sur Miramon l'initiative de ces actes sanguinaires.

Certes Miramon aurait pu se passer de donner cet ordre et l'on pourrait qualifier de faiblesse sa condescendance envers Marquez à ce moment critique ; mais il ne faut point oublier que la loi dite des conspirateurs, dont nous avons déjà parlé, décrétée par Zuloaga, était en vigueur.

Il faut aussi considérer quelle était à cette époque l'état des esprits dans les deux camps opposés ; la situation respective des deux chefs, Miramon et Marquez, dont la mésintelligence aurait pu entraîner un fractionnement et jeter le désarroi dans le parti conservateur ; enfin l'un de ces chefs venait de Vera-Cruz où il avait été tenu en échec, l'autre ayant remporté une brillante victoire et sauvé la capitale. Dans ces circonstances, et pour une question irritante, Miramon agit sans doute prudemment en couvrant en partie Marquez.

Le mal était fait, et il ne pouvait que prévenir de nouveaux

<sup>1</sup> Voir l'Expédition du Mexique par G. Noix, 1. Partie. ch. II. pag. 78.

malheurs, ce qu'il fit en effet, en faisant remettre immédiatement en liberté les derniers prisonniers de la soirée.

Si nous analysons les faits qui précédèrent et suivirent, si nous portons plus loin la discussion relative aux exécutions de Tacubaya, il est évident que la responsabilité toute entière en retombe sur le général Leonardo Marquez. En effet l'ordre donné par Miramon et que nous avons cité plus haut en entier, n'est relatif qu'aux chefs et officiers prisonniers.

Diaz Cobarrubias, Sanchez, Mateos et Jauregui étaient-ils chefs ou officiers ?

Si les titres et brevets des victimes se trouvaient remplir cette qualification, Marquez (en supposant qu'il eût reçu l'ordre de Miramon avant les exécutions) aurait certainement agi conformément à cet ordre, basé sur la loi des conspirateurs. Mais il n'en est point ainsi, et c'est en agissant arbitrairement, en dehors des limites qui lui étaient tracés, que Marquez s'est rendu coupable des actes qui ensanglantèrent le camp de Tacubaya.

Cela est tellement vrai, que le parti libéral dans ses plaintes passionnées et ses violentes récriminations à ce sujet glisse sur le nom du général Ascano ; il savait qu'on exécutait les chefs prisonniers, et lui-même pratiquait quelquefois cette règle. Mais il cite bien haut les noms de Jauregui, Diaz Cobarrubias, Sanchez et Mateos, pour rejeter le sang versé à la face du chef victorieux à Tacubaya.

Il y a plus: Marquez se sert de l'ordre de Miramon comme d'un bouclier, pour décliner toute responsabilité dans l'exécution de ceux qu'il haïssait ; et sa dépêche de ce jour au ministre de la guerre, après avoir fourni des détails sur les péripéties de la bataille, se termine par ces mots :

« Parmi les prisonniers que nous avons faits, se trouvent le général D. Marcial Lazcano et beaucoup d'officiers qui ont déjà expié sur l'échafaud (*en el patibulo*) qu'ils méritaient, le crime qu'ils avaient commis. »

La communication officielle de Marquez publiée sur le journal officiel du 12 avril 1859 dit ainsi :

« 1<sup>er</sup> Corps d'Armée,

« Les armes du gouvernement suprême ont remporté un triomphe complet sur les brigands qui ont assiégé la capitale de la République. Les vaillantes troupes que j'ai l'orgueil de commander ont obtenu cette victoire, en disputant pied à pied le terrain et, dans la lutte, elles n'ont pas seulement battu l'ennemi, mais elles se sont rendues maîtresses, de vive force, de toute son artillerie, son parc, ses armes et de son matériel de guerre. Entre autres dépouilles nous avons en nos mains l'uniforme et la bande de général de division, que l'infâme Degollado ne rougit pas de porter sans avoir jamais servi son pays, ni fait partie de la noble carrière des armes.

« Parmi les prisonniers que nous avons faits, se trouvent le général D. Marcial Lazcano et beaucoup d'officiers qui ont déjà expié sur l'échafaud qu'ils méritaient le crime qu'ils avaient commis.

« Le courage avec lequel ce corps d'armée s'est battu, est au-dessus de tout éloge, et beaucoup de faits d'armes personnels en ont démontré la valeur.

« Le vaillant lieutenant-colonel D. José Sanchez Facio, qui, toujours à l'avant-garde de l'armée, a donné une nouvelle preuve de sa valeur militaire, est chargé de remettre à V. E. l'uniforme et la bande de Degollado, comme un trophée de gloire pour le gouvernement suprême.

« En ce moment, j'ai la gloire de hisser de ma propre main le pavillon national sur le fort de Chapultepec, et d'employer pour cela le drapeau du bataillon du génie qui a bien mérité de la patrie. Cet acte me remplit d'une joie telle que je ne puis la décrire et ce souvenir restera éternellement gravé dans mon âme.

« Je léverai le camp aujourd'hui et j'entrerai demain à Mexico avec l'armée victorieuse. Je me réserve alors de faire au

Gouvernement suprême un rapport détaillé de la bataille qui sera toujours une gloire pour l'armée.

“ J'ai l'honneur de communiquer ceci à Votre Excellence, pour sa satisfaction et celle de la courageuse garnison et afin qu'elle en donne connaissance à S. E. le Président. Dieu et ordre. Quartier général de Chapultepec, le 11 avril 1859. LEONARDO MARQUEZ.

“ A S. E. le Commandant en chef de la place de Mexico le général D. Antonio Corona. „

Mais si Marquez était investi des prérogatives dont il parle, pourquoi n'écrit-il pas que c'est en exécution des ordres reçus qu'il a passé par les armes les prisonniers faits par ses troupes ?

La raison est simple, et ici se découvre le double jeu du général Marquez. Il ne pouvait faire allusion à un ordre qu'il n'avait point encore et qu'il devait arracher plus tard à Miramon.

Mais d'une part il désirait passer, vis-à-vis de l'opinion publique, comme l'exécuteur irresponsable des ordres de Miramon, en preuve la lettre écrite à M<sup>me</sup> Adelaïda de Jauregui, d'une autre, Leonardo Marquez voulait également donner un gage au parti conservateur intransigeant, et se proclamer le champion de ceux qui demandaient hautement une politique de représailles et une guerre sans quartier.

C'est ainsi que le général Marquez, soldat émérite, connaissant à fond les lois militaires, qu'il appliquait rigoureusement, montrant une grande sévérité dans le service, n'a pas recours au ministre de la guerre, qu'il savait retrouver à une lieue et demie de Tacubaya, et, qui seul était autorisé pour lui donner des ordres, et ce n'est que le lendemain qu'il a recours à Miramon et il se contente de la lettre que nous avons citée.

L'opinion publique ne pouvait s'égarer sur l'origine de ces faits, et l'histoire signalera d'autres actes aussi cruels que les exécutions de Tacubaya, dont Marquez s'est rendu coupable.

Plus tard, lorsque Marquez guerroyait à la tête des révolution-

naires de Mexico qui reconnaissaient comme président de la République M. le général Felix Zuloaga, le chef espagnol Lindoro Cagiga surprit M. Melchor Ocampo, ancien ministre de Juarez ; M. Ocampo se trouvait alors dans l'hacienda de Pomoca, où il surveillait ses intérêts personnels. Les mêmes troupes révolutionnaires avaient capturé M. Leon Ugalde. On délibéra longtemps sur le sort des deux prisonniers et Marquez parla pour que tous deux fussent exécutés. Zuloaga se résigna à sacrifier L. Ugalde, et Marquez, recevant de vive voix l'ordre d'exécution, dit au colonel Antonio Andrade :

— “ Qu'on exécute le prisonnier. „

Ce fut Melchor Ocampo qui fut passé par les armes sur l'ordre secret de Marquez. Le général Zuloaga ayant demandé plus tard des explications Marquez prétextait un malentendu.

C'est à-peu-près à la même époque que le général Leandro Valle tomba entre les mains des conservateurs après un combat dont il serait trop long de raconter les péripéties. Marquez le fit exécuter, et lorsqu'on lui reprochait cet acte sanguinaire il en rejetait la responsabilité sur le général Zuloaga.

Ces précédents révèlent le caractère du général L. Marquez et son adresse à fuir toute responsabilité, explique suffisamment sa conduite sur le champ de bataille de Tacubaya.

Tout autre était le caractère de Miramon.

Sous le poids des imputations calomnieuses de Marquez, il eut à répondre devant le conseil de guerre de Queretaro des exécutions de Tacubaya. Son avocat Ignacio Jauregui qui lui devait la vie et qui était le frère d'une des victimes de cette journée le défendit en ces termes :

“ Ma présence en ce lieu et la mission que j'y remplis étonneront, sans doute, beaucoup de mes co-partisans (M. I. Jauregui appartenait au parti libéral) ; les apparences pourraient m'accuser de prévarication politique avec d'autant plus de raison que je pourrais me présenter comme accusateur autant à cause de

mes opinions politiques que des assassinats de Tacubaya où périt un frère qui m'était cher et dont le sang crie vengeance. „

Et plus loin M. Jauregui ajoute :

“ Je dois m'expliquer sur un fait personnel, les assassinats de Tacubaya du 11 avril 1859, crime qui effraya le monde et dont l'auteur était une hyène que nous connaissons par le nom de Marquez, homme lâche, qui s'acharne contre les faibles et évite le danger dans la bataille. M. Miguel Miramon ne l'apprit que lorsqu'il était consommé, il se révolta, mais il était sans force pour châtier, parceque l'honneur du triomphe sur nos troupes revenait à Marquez. Je me trouvais avec sept autres individus désignés comme victimes dans cette nuit même; nous étions emprisonnés dans un cachot; je fus sauvé avec mes compagnons par Miramon, bien que je ne fis rien pour cela, pas plus que ma famille, que je n'avais point avertie. „

Il existe un autre document dont l'origine ne saurait être soupçonnée et dont l'importance est capitale.

Miramon était tombé au pouvoir de ses ennemis en 1867 et jugé par eux en conseil de guerre. Le *fiscal*, homme cruel plutôt que sévère, qui voyait un avenir politique dans l'instruction de ce procès, accusa Miramon non pas d'avoir donné l'ordre d'exécuter les prisonniers de Tacubaya, mais d'avoir approuvé la conduite de Marquez dans cette affaire.

Le texte de l'accusation est ainsi conçu :

“ Interrogé pour qu'il répondit à l'accusation d'avoir fait exécuter la peine de mort sur les prisonniers de guerre faits à Tacubaya le 11 avril 1859, sans excepter les médecins qui secouraient les malades, ni même le citoyen Jauregui que l'on ne pouvait accuser d'aucun crime et qui n'avait aucune intelligence avec l'armée vaincue, faits qui, s'ils ne furent pas tous ordonnés, furent approuvés par lui ;

Il répondit :

“ Que cette exécution, dont on l'accuse, ne fut ordonnée, ni autorisée par lui, si ce n'est en ce qui se rapporte aux chefs

et officiers qui avaient passé à l'ennemi et à qui on appliquait une loi ; qu'il réprouvait la mort des autres prisonniers et que s'il n'avait pas châtié le coupable, qui n'était autre que le général Marquez, c'est parceque ce général était le vainqueur du jour et l'on sait combien il est difficile d'appliquer la justice au Mexique dans de semblables circonstances. Il ajouta que les prisonniers non fusillés ce jour furent mis en liberté par lui et que le colonel Chavarria et le licencié Jauregui en étaient des témoignages vivants. „

Telle était la réponse de Miramon quelques jours avant sa mort et nous voyons ses assertions confirmées : 1° par l'ordre même que Marquez présenta pour sa défense. — 2° par la dépêche officielle de ce chef au ministre de la guerre sur la bataille de Tacubaya et les exécutions qui suivirent. — 3° par le témoignage du licencié Jauregui. — 4° par l'acte d'accusation même du *fiscal* Aspiros.

De tout ceci il résulte clairement que Marquez est le seul responsable des exécutions de Tacubaya le 11 avril 1859.

Nous avons parlé précédemment, en remontant dans la vie du général Marquez, d'autres exécutions dont il était l'auteur et qui démontrent à l'évidence son tempérament sanguinaire.

Miramon, dans les nombreux combats qu'il eut à livrer et où la fortune lui fut souvent favorable, captura maints généraux et officiers supérieurs. Nous citerons les généraux José Justo Alvarez et Santiago Tapia, faits prisonniers à la bataille de la Estancia de las Vacas ; le général José Lopez Uruga, à Guadalajara ; les généraux Santos Degollado, Felipe Berriozabal, les colonels Benito Gomez Farias, Juan V. Gobantes et d'autres chefs et officiers qu'il serait trop long d'énumérer, dans le combat de Toluca.

Lors du deuxième *pronunciamiento* de Puebla il fit prisonnier le général José Garcia Conde et le colonel José Barreiro. Tous ces officiers eurent la vie sauve, ainsi que le colonel Chavarria et le licencié Ignacio Jauregui ; plusieurs d'entre eux